

Brèves macroéconomiques d'Afrique australe

Faits saillants – Période du 4 au 10 Décembre 2020

- Afrique australe : La mise en place de l'AfCFTA se confirme pour janvier 2021
- Afrique du Sud : Une reprise de l'économie plus marquée qu'attendue au troisième trimestre
- Angola : Les exportations en hausse au troisième trimestre
- Namibie : L'agence Moody's dégrade sa notation souveraine un peu plus loin en territoire spéculatif
- Malawi : Publication du rapport économique et financier pour le troisième trimestre
- Zambie : Les autorités zambiennes demandent formellement un accord de financement au FMI

Afrique australe

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change Pour 1 USD Au 26 Novembre	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier 2020
Afrique du Sud	15 ZAR	1,7%	3,1%	-1,6%	-6,6%
Angola	651,8 AOA	-0,3%	-2,1%	-27,4%	-26,0%
Botswana	10,8 BWP	0,6%	2,0%	0,2%	-1,7%
Mozambique	73,7 MZN	-0,2%	-2,2%	-13,4%	-16,6%
Zambie	21 ZMW	-0,3%	-1,6%	-26,6%	-33,0%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2020)

La mise en place de l'AfCFTA se confirme pour janvier 2021 (African Union)

La treizième session extraordinaire portant sur l'*African Continental Free Trade Area (AfCFTA)* s'est tenue le 5 décembre sous la présidence du président sud-africain Mr Cyril Ramaphosa qui a réaffirmé la mise en place de l'accord de libre-échange dès le 1er janvier 2021 – alors que le processus avait été stoppé en raison de l'épidémie de Covid-19. A ce jour 54 pays ont signé l'accord – soit tous les pays africains sauf l'Erythrée et 32 ont déposé les instruments de ratification. Pour rappel, l'AfCFTA vise à abolir les droits de douane et autres obstacles au commerce intra-africain en créant une zone commerciale intégrée à l'échelle du continent : mise en place d'un marché unique, meilleure circulation des capitaux et personnes et union douanière. Le FMI estime que l'accord permettrait d'accroître le commerce intracontinental de près de 80% - celui-ci ne représentant que 17% des échanges africains en 2017.

Afrique du Sud

Une reprise de l'économie plus marquée qu'attendue au troisième trimestre (Staat SA)

Selon l'agence nationale de statistique StatsSA, le PIB a enregistré une croissance de 66,1% au troisième trimestre 2021, au-dessus du consensus général établi à +52% (variation trimestrielle annualisée et corrigée des variations saisonnières). Cette évolution marque donc un rééquilibrage de l'économie faisant suite à la levée des restrictions sanitaires qui avaient entraîné une récession inédite au deuxième trimestre (-51,7%). Sur le plan sectoriel, les plus gros contributeurs à la croissance sont les secteurs manufacturier (+210% – soit une contribution positive de 16,2 points), minier (+288% ; +11,8 points), et le commerce domestique (+137% ; +14,6 points). Pour ce qui concerne la demande interne, la consommation des ménages s'est fortement relevée (+69,5% ; +43,3 points) de même que les exportations nettes (+200% ; +38,9 points). Le rebond de l'investissement demeure lui mesuré (+26,5%), nombre d'entreprises ayant revu à la baisse leurs plans d'investissement. Pour l'ensemble de 2020, l'économie restera profondément affectée par la crise et le niveau de production sera nettement en recul avec une contraction du PIB sans précédent, estimée aux alentours des -7 à -8%.

Au mois de Novembre l'inflation a très légèrement décélérée pour s'établir à 3,2% (Stats SA)

En novembre, le taux d'inflation a très légèrement diminué pour atteindre 3,2% sur un an, contre 3,3% le mois précédent et 2,1% en mai (dernier point bas observé). La composante « transport », en lien avec le niveau des prix du carburant, continue d'expliquer le faible taux d'inflation faible (contribution négative de -0,2 point). Poursuivant la même tendance qu'au mois d'octobre, les secteurs qui ont le plus contribué à l'inflation sont : les composantes alimentaires (+5,8% sur un an et contribution positive de +1 point), le logement (+2,9% et +0,7 point) et les biens et services divers (+6,8% et +1,1 point)

La reprise de la production industrielle et minière en ralentissement au mois d'octobre (Staat SA)

Selon l'agence StaatsSA, le niveau de production manufacturière enregistre une croissance de 2,6% comparativement

au mois précédent – la reprise se poursuit donc, mais à un rythme de moins en moins soutenu (+2,9% en septembre, +3,6% en aout, +5,7% en juillet). En glissement annuel, le secteur enregistre un recul de -3,4% – les industries tournées vers l'export à savoir le pétrole et les produits chimiques (-5% et contribution négative à la croissance de -0,9 points), le fer, acier et machines industrielles (-5% et -0,9 points) et les véhicules et pièces détachées (-6,8% et -0,6 points) sont les principaux contributeurs à cette baisse. Sur la même période, l'industrie minière enregistre une légère rechute (-0,3%). Comparativement à octobre 2019, la production est en retrait de -6,3% (contre -3,4% en septembre et -4% en aout). Elle est contrebalancée par l'effondrement de l'extraction de minerai de fer (-26,5% ; -2,6 points) et de chromium (-31,4% ; -1,2 points). Le niveau des ventes enregistre toutefois une très forte progression (+30,7%) porté notamment par la réouverture du commerce international et la hausse des cours des matières premières.

Angola

Les exportations en hausse au troisième trimestre (INE)

Selon l'Institut National de Statistiques (INE), l'Angola a enregistré un excédent commercial de 1 773 Mds AOA (3 Mds USD) sur le troisième trimestre de l'année 2020. Les exportations, composées à plus de 95% d'hydrocarbures, sont en hausse de 59% par rapport au deuxième trimestre 2020 et de 5,4% en glissement annuel – contre +14,7% et +16,8% pour les importations. La France est au 8ème rang des fournisseurs de l'Angola avec 3,4% de parts de marché.

Malawi

Publication du rapport économique et financier pour le troisième trimestre (Reserve Bank of Malawi).

Le 7 décembre, la Reserve Bank of Malawi a publié son rapport économique et financier pour le troisième trimestre 2020. Les prévisions de croissance pour l'année 2020 s'établissent à +1,2% du PIB (contre +5,8% pré-crise). L'inflation à un an atteint + 7,6% sur le trimestre, soit 1,7 point de plus que lors de la même période de 2019. Par ailleurs, à la fin du troisième trimestre, le stock des réserves de change s'élevait à 525 MUSD soit 1,9 mois d'importations – un niveau nettement inférieur à celui du précédent trimestre (3,8 mois d'importations) en raison d'une mobilisation des réserves pour des opérations d'open market menées par la banque centrale pour soutenir la liquidité bancaire.

Namibie

L'agence Moody's dégrade sa notation souveraine un peu plus loin en territoire spéculatif (Moody's)

Le 4 décembre, l'agence Moody's a annoncé la dégradation de la notation souveraine namibienne de long terme – à Ba3 (soit trois crans en-deça de la catégorie « investissement »), tout en maintenant une perspective négative. L'agence attire notamment l'attention sur la réduction durable de la marge de manœuvre budgétaire de l'Etat, suite à l'impact économique de la crise du Covid-19 dans une économie déjà fragilisée (déficit budgétaire estimé à 9,9% du PIB en 2020 et 8,3% en 2021). La soutenabilité de la dette est également mise en doute, face à des prévisions de croissance atones et une capacité limitée de mise en place de réformes fiscales structurelles. La décision était largement anticipée suivant notamment la dégradation par Moody's et Fitch de la notation sud-africaine au mois de novembre. A noter que l'agence Fitch a elle annoncé le 7 décembre maintenir la notation souveraine du pays – à BB à perspective négative (soit 2 crans en dessous de la catégorie « investissement »). Pour rappel, les prévisions de croissance tablent sur une contraction du PIB comprise entre -6% (FMI) et -7% (Bank of Namibia) en 2020. Dans ce contexte, la Bank of Namibia a décidé lors du comité politique monétaire du 17 novembre de maintenir son taux directeur à 3,75%.

Zambie

Les autorités zambiennes demandent formellement un accord de financement au FMI (FMI)

Le 8 décembre, le FMI a annoncé dans un communiqué que les autorités zambiennes avaient formellement demandé un accord de financement, malgré des relations tendues entre l'institution financière internationale et le gouvernement. La crise mondiale du Covid-19 a en effet drastiquement réduit la marge de manœuvre budgétaire de l'Etat et détérioré la soutenabilité de la dette du pays : le gouvernement zambien a ainsi fait défaut mi-novembre sur le remboursement d'une échéance d'une obligation émise sur le marché international (Eurobond). Attendue, l'annonce n'a pas eu d'effet sur la devise nationale, qui devrait continuer de se déprécier face à une demande accrue pour le dollar dans ce contexte global d'incertitude.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le SER de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria avec la contribution du Service Economique de Luanda.

Adresse : 250 Melk Street, Nieuw Muckleneuk, Pretoria /

Rédigées par : Antoine WILLENBUCHER

Revues par : Bertrand FURNO